

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le niveau général de l'activité en 2001 est comparable à celui observé en 2000. La demande reste soutenue notamment dans la construction de logements neufs et sur le marché de l'entretien et de l'amélioration. A noter que 21 %⁽¹⁾ des entreprises rencontrent des difficultés pour accroître leur activité en raison d'une insuffisance de personnel.

Selon la Banque de France, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics s'est maintenue à un niveau élevé, tirée par les performances du génie civil et du second œuvre.

Les entreprises du gros-œuvre ont généré un niveau d'activité et d'emplois équivalent à l'année 2000.

Globalement, les effectifs du bâtiment et des travaux publics ont progressé en dépit des difficultés de recrutement.

La rentabilité des entreprises s'est améliorée grâce au volume des affaires traitées et à l'amélioration des marges.

En revanche, les investissements ont décliné en particulier dans le génie civil.

Travaux publics

Le secteur des travaux publics a enregistré en 2000 une augmentation de son activité avec un chiffre d'affaires en hausse de plus 14 % comparé à 1999.

Les effectifs salariés ont augmenté d'un peu plus de 30 % entre 1999 et 2000.

Les résultats de l'année 2001 seront comparables à ceux de 2000.

Selon la Fédération des Travaux Publics, 2002 risque d'enregistrer un fléchissement comparé aux années 2000 et 2001, caractérisées par un niveau d'activité historiquement élevé.

Construction : une demande de permis de construire toujours importante

Bâtiments résidentiels

En 2001, la construction de logements collectifs et individuels a enregistré un niveau d'activité toujours soutenu et comparable à celui observé en 2000.

Le nombre de permis de construire est resté toujours important, malgré une progression plus modérée de 3,7 % en 2001 (- 4,3 % en 2000). Celle-ci est due essentiellement aux logements individuels.

En Bretagne, l'Ille-et-Vilaine compte le nombre le plus important de logements autorisés (6 973).

Le nombre de logements collectifs mis en chantier a enregistré en 2001 une progression de 21 %, contrairement à l'année 2000 marquée par un net recul.

Le volume des logements individuels mis en chantier est proche de celui de l'année 2000.

Entre 1999 et 2001, 18 577 logements ont été construits en Ille-et-Vilaine.

Bâtiments non résidentiels

En lien avec une situation économique favorable, le nombre de permis de construire accordés en 2001 est resté élevé, mais son volume est inférieur à celui de 2000 (- 15% par rapport à 2000). Tous les secteurs d'activités sont concernés : culture - loisirs (- 44 %), industrie (- 31 %) et stockage (- 30 %).

Les bâtiments à usage agricole représentent la part la plus importante de la construction de bâtiments "non résidentiels" en Ille-et-Vilaine (46 % des permis de construire).

Les salariés du bâtiment et des travaux publics en 2001

Selon une étude menée par la cellule économique bretonne, l'âge moyen des salariés en Ille-et-Vilaine est le moins élevé de la région en raison de l'importance des apprentis présents sur le département (près de 40 % des apprentis en Bretagne sont employés dans une entreprise implantée en Ille-et-Vilaine).

La répartition par qualification montre une proportion plus grande des ouvriers classés en BATC⁽²⁾ ou TPIII⁽³⁾ (23,2 % contre 19,7 % au niveau régional).

Globalement, c'est près d'un salarié sur trois du secteur du bâtiment et des travaux publics qui travaille en Ille-et-Vilaine.

La Banque de France estime que l'activité devrait se maintenir au niveau atteint en 2001, et ce, après trois années de croissance soutenue.

Les perspectives restent favorables dans le bâtiment, notamment grâce au marché du logement et de l'entretien.

En revanche, le génie civil pourrait voir sa production se contracter légèrement.

Le niveau actuel des effectifs devrait se maintenir, sur un marché du travail moins tendu, et le recours aux intérimaires devrait être moins important, en particulier dans le génie civil. Les investissements risquent de s'orienter vers la baisse.

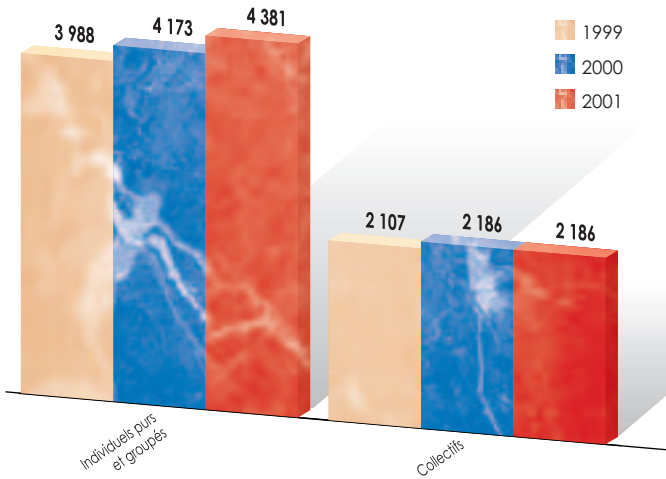
(1) Enquête trimestrielle réalisée par la FNTP et l'INSEE

(2) Comprend les compagnons professionnels position 2, maîtres ouvriers ou chefs d'équipe position 1 et 2 dans le bâtiment

(3) Comprend les ouvriers compagnons, chefs d'équipe, maîtres ouvriers et maîtres chefs d'équipe dans les travaux publics.

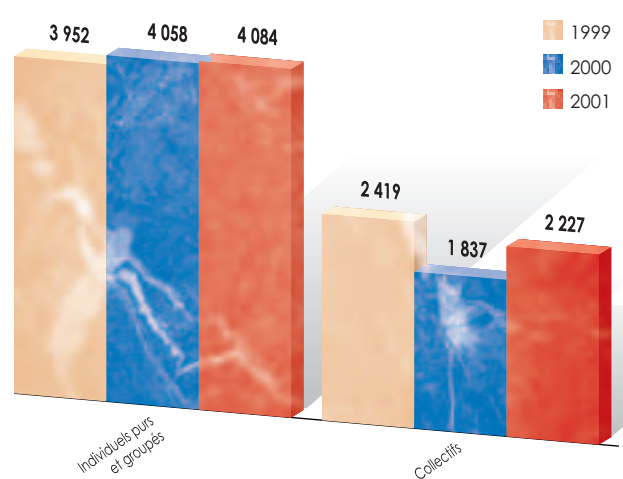
BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS



Cellule Economique de Bretagne - BIR février 2002

NOMBRE DE LOGEMENTS MIS EN CHANTIER



Cellule Economique de Bretagne - BIR février 2002

BÂTIMENTS NON RÉSIDENTIELS

PART DE L'ILLE-ET-VILAINE EN BRETAGNE

Catégorie	%
Bureaux	72
Stockage	60
Bâtiments industriels	54
Enseignement	53
Culture-Loisirs	51
Commerce	34
Bâtiments agricoles	28
Autres	25
Ensemble	36

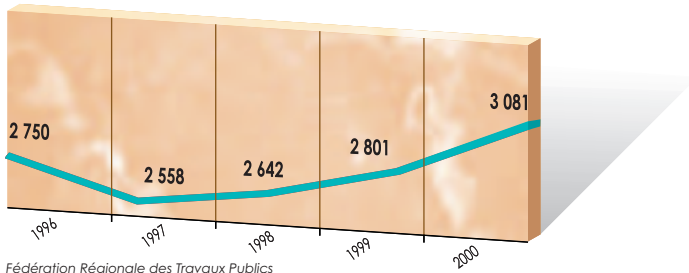
Cellule Economique de Bretagne - BIR février 2002

BÂTIMENTS AUTORISÉS EN m²

Catégorie	2001	Evolution 2001/2000
Bâtiments agricoles	527 725	- 2 %
Bâtiments industriels	240 605	- 31 %
Bureaux	92 613	- 19 %
Commerce	83 092	- 13 %
Stockage	59 717	- 30 %
Enseignement	41 771	- 10 %
Culture-Loisirs	34 658	- 44 %
Autres	66 933	+ 24 %
Ensemble	1 147 114	- 15 %

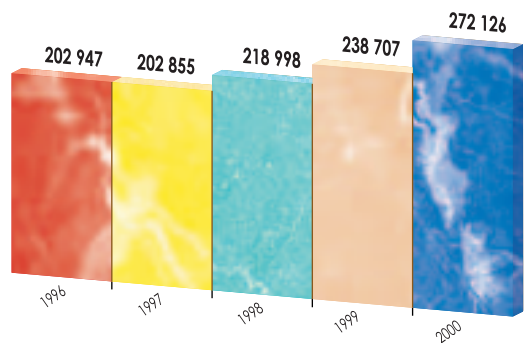
Cellule Economique de Bretagne - BIR février 2002

TRAVAUX PUBLICS : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS



Fédération Régionale des Travaux Publics

TRAVAUX PUBLICS : ÉVOLUTION DES MONTANTS DES TRAVAUX RÉALISÉS en milliers d'euros



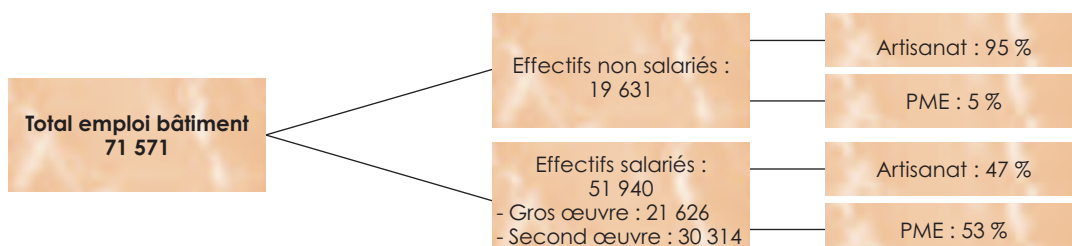
Fédération Régionale des Travaux Publics

TRAVAUX PUBLICS : RÉPARTITION PAR SPÉCIALITÉ en milliers d'euros

Spécialité	2000	1999	Evolution 2000/1999
Routes	56 717	50 192	+ 13,0 %
Autres	55 533	47 874	+ 16,0 %
Réseaux électriques	30 682	27 395	+ 12,0 %
Eau et assainissement	129 194	113 247	+ 14,1 %

Fédération Régionale des Travaux Publics

EMPLOI DANS LE BÂTIMENT EN BRETAGNE AU 01/01/2001



Cellule Economique de Bretagne - BIR septembre 2001